

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 Evry-courcouronnes Cedex

Evry-courcouronnes , le 08/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC GRAND ILE DE FRANCE

7 rue Pascale
93120 La Courneuve

Références : D2024-0049
Code AIOT : 0006505259

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/11/2024 dans l'établissement PAPREC GRAND ILE DE FRANCE implanté VOIE DES JUMEAUX 91320 WISSOUS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

PAPREC a transmis par courrier du 28/07/2023 un porter-à-connaissance de modifications de l'activité autorisée sur son site situé rue des Jumeaux à Wissous (94390). Accompagnée du SDIS 91, l'inspection a réalisé une visite de contrôle des dispositifs de défense extérieure contre l'incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC GRAND ILE DE FRANCE
- VOIE DES JUMEAUX 91320 WISSOUS
- Code AIOT : 0006505259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le Groupe PAPREC, créé en 1995, est spécialisé dans le recyclage et la valorisation de déchets. Sa filiale PAPREC GRAND ÎLE-DE-FRANCE est implantée sur plusieurs communes de l'Île-de-France, notamment Gennevilliers et Wissous.

Les trois activités principales du site de Wissous sont:

Rapport de l'inspection des installations classées **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 12/11/2024 de l'établissement PAPREC GRAND ILE DE FRANCE implanté VOIE DES JUMEAUX 91320 WISSOUS, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats, il est attendu de l'exploitant de réaliser des **actions correctives** dans le but d'un retour à la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **PAC : Moyens de lutte contre l'incendie** - Référence réglementaire : Autre du 28/07/2023 article : {Non Renseigné}
- **PAC : Etat des stocks de produits dangereux. - Etiquetage.** - Référence réglementaire : Autre du 28/07/2023 article : {Non Renseigné}
- **PAC : Localisation des risques** - Référence réglementaire : Autre du 28/07/2023 article : {Non Renseigné}
- **PAC : Locaux d'entreposage** - Référence réglementaire : Autre du 28/07/2023 article : {Non Renseigné}

Les justifications associées (explicatifs, documents, photographies, etc), prouvant la mise en œuvre des actions correctives précitées, doivent être transmises sous le même délai. Dans l'hypothèse où les actions correctives n'auraient pas été réalisées ou justifiées dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

Au regard des constats, il est nécessaire de fournir les **justificatifs** prouvant le respect de la conformité pour la liste de point(s) de contrôle ci-dessous :

- **PAC : Moyens de lutte contre l'incendie** - Référence réglementaire : Autre du 28/07/2023 article : {Non Renseigné}

Dans l'hypothèse où les justificatifs ne seraient pas fournis dans le délai imparti, une mise en demeure pourra être proposée à l'autorité préfectorale.

- la collecte et le tri de déchets de chantier (gravats mélangés, etc.) pour des clients tels que Vinci, Eiffage et Bouygues;
- la réception et le tri de Déchets Industriels Banals (encombrants des collectivités) ;
- la broyage de bois
- le concassage de béton.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	PAC : Moyens de lutte contre l'incendie	Autre du 28/07/2023	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	PAC : Etat des stocks de produits dangereux. - Etiquetage.	Autre du 28/07/2023	Demande d'action corrective	3 mois
3	PAC : Localisation des risques	Autre du 28/07/2023	Demande d'action corrective	3 mois
4	PAC : Locaux d'entreposage	Autre du 28/07/2023	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant les moyens de lutte contre l'incendie,

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser l'ensemble des préconisations du SDIS91 faites par courriel du 22/11/2024, notamment pour la citerne N°705 afin d'en assurer sa réception par le SDIS91.

Concernant l'étiquetage des produits dangereux,

L'inspection rappelle que les récipients doivent porter en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

Concernant la localisation des risques,

L'inspection demande à l'exploitant de signaler sur des panneaux conventionnels les risques liés aux stockages de déchets dangereux. Il devra s'assurer de la pérennité des panneaux.

Concernant les locaux d'entreposage,

L'inspection demande à l'exploitant d'entreposer les déchets dangereux dans des locaux spécifiques dédiés et abrités des intempéries.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PAC : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Autre du 28/07/2023
Thème(s) : Risques accidentels, Porter à connaissance de modifications de l'activité autorisée
Prescription contrôlée :
<p>Article 21 de l'arrêté du 26 mars 2012, rubrique 2710-2 Moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie. L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une

- description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 10 ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Pour mémoire,

Lors de la précédente inspection, le 13/10/2022, l'inspection a effectué à un contrôle aléatoire des moyens de secours. L'inspection constatait **que le débit et la pression statique des RIA branchés sur le réseau des poteaux d'incendie étaient faibles**. L'exploitant devait réaliser des travaux afin d'assurer la conformité de débit et pression statique des RIA.

Par courrier daté du 28/07/2023, l'exploitant transmet un porter-à-connaissance relatif à la modification de l'activité autorisée sur le site de Wissous situé rue des Jumeaux.

Par courrier daté du 05/10/2023, l'inspection transmet une demande de compléments.

Par courrier reçu le 28/12/2023, l'exploitant transmet un porter-à-connaissance modifié daté du 22/12/2023.

Dans le PAC modifié, les besoins en eau sont dimensionnés conformément à la méthode de calcul de la D9. La surface de référence prise en compte dans le calcul de la D9 est la zone centrale de stockage des îlots 12 à 23 de 2 726 m² qui représente la plus grande surface non recoupée, représentant l'incendie potentiel le plus important.

Le site dispose de trois réserves incendie (enterrées) de 120 m³ constamment remplies. Une réserve supplémentaire (aérienne-bâche souple) de 130 m³ a été installée en septembre 2023 afin de répondre aux besoins calculés en eau. L'emplacement des réserves est présenté sur un plan.

Par courriel du 07/05/2024, le service prévision du SDIS 91 informe l'inspection que la citerne souple de 130 m³ (N°705) n'a pas été réceptionnée par le service Opération-Prévision du Groupement Nord (le 03/05/2024), celle-ci étant non conforme et donc pas opérationnelle en l'état. Une consigne opérationnelle a été mise en place pour palier à cette carence (ajout d'un véhicule supplémentaire pour l'alimentation des engins incendie).

Par courrier daté du 10/07/2024, le Service Prévision du SDIS 91 transmet un avis relatif au porté à connaissance modifié daté de décembre 2023.

L'avis du SDIS indique notamment :

« Par dérogation au Règlement Départementale de Défense Extérieure contre l'Incendie (RDDECI) approuvé par l'arrêté préfectoral 2016-PREFDCSPIC-SIDPC n°1117 du 17 novembre 2016, le réseau

hydraulique ne permettant pas l'alimentation de 4 poteaux d'incendie DN100 normalisés, la défense extérieure contre l'incendie devra être assurée simultanément par :

- 4 réserves artificielles de capacité unitaire de 120 m³, implantées à 100 m au plus des risques à défendre en suivant les cheminements praticables aux dévidoirs à roues normalisés des engins, conformément aux dispositions du guide technique annexé au RDDECI.
- La distance entre chaque point d'eau incendie d'incendie ne devra pas excéder 150 mètres. Ils seront en outre situés en bordure d'une voie « engin » ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci, leurs raccords étant toujours orientés du côté de cette voie (Fiches n° 11.4 et 11.6 p25 et 26 du Guide technique du RDDECI).
- L'implantation de ces points d'eau incendie devra être déterminée en concertation avec mon service Opération-Prévision du groupement Nord à Palaiseau (prevision-nord@sdis91.fr), qui assurera également leur réception dès leur mise en place (Arrêté préfectoral 2016-PREF-DCSPICSIDPC n°1117 du 17 novembre 2016 - publié le 18/11/2016). »

La visite du 12/11/2024 visait le respect des dispositions relatives à la défense extérieure contre l'incendie (DECI) en place sur le site.

Lors de cette visite, l'exploitant informe l'inspection que les deux poteaux incendie ont été démontés et remplacés par deux robinets incendie armés. Les deux poteaux incendie du site ayant des débits inférieurs à 60 m³/h (15 m³/h et 12 m³/h non simultanés), ils ne sont pas pris en compte dans le calcul de la DECI.

Suite au passage du groupement Nord le 03/05/2024, l'exploitant indique que l'accès à la citerne souple de 130 m³ (N°705) a été stabilisé à l'aide de grave compactée permettant ainsi l'intervention des engins.

Le service Opération-Prévision du groupement Nord de Palaiseau (présent pour la visite) précise que la citerne de 130 m³ n'est toujours pas réceptionnée.

À l'issue de la visite des installations, le Service Prévision du SDIS 91 demande la réalisation des manœuvres d'aspiration sur l'ensemble des réserves d'eau.

Par courriel du 22/11/2024, le service Opération-Prévision du groupement Nord informe l'inspection que suite aux manœuvres d'aspiration réalisées jeudi 21/11/2024 après-midi, seules les 3 citernes enterrées (N°702, 703 et 704) ont pu être réceptionnées. Les tests hydrauliques ont été réalisés sur l'ensemble des citernes y compris sur la citerne aérienne (N°705). Cependant, la citerne aérienne N°705 n'est pas opérationnelle à ce jour car elle présente un risque important pour les Sapeurs-pompiers qui interviendraient (protection à mettre en place pour éviter que le véhicule bascule dans le fossé).

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser l'ensemble des préconisations faites par courriel du 22/11/2024, notamment pour la citerne N°705 afin d'en assurer sa réception par le SDIS 91.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de réaliser l'ensemble des préconisations faites par courriel du 22/11/2024, notamment pour la citerne N°705 afin d'en assurer sa réception par le SDIS 91.

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre dès réception le PV de réception de la citerne N°705.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : PAC : Etat des stocks de produits dangereux. - Etiquetage.

Référence réglementaire : Autre du 28/07/2023

Thème(s) : Produits chimiques, Porter à connaissance de modifications de l'activité autorisée

Prescription contrôlée :

Article 11 de l'arrêté du 26 mars 2012, rubrique 2710-2Etat des stocks de produits dangereux. - Etiquetage.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

Constats :

Lors de la visite du 12/11/2024, l'exploitant présente un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. L'exploitant indique que ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

L'inspection constate que les déchets dangereux sont stockés à l'extérieur à proximité (très proche) de la zone de stationnement des engins de manipulations de déchets (zone commune de stockage).

L'inspection constate que les récipients de stockages des déchets dangereux ne portent pas en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de danger.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit prévoir un dispositif (muret/rail) afin de s'assurer que les engins ne rentrent pas en collision avec les déchets dangereux stockés.

L'inspection rappelle que les récipients doivent porter en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la législation relative à l'étiquetage des substances, préparations et mélanges dangereux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : PAC : Localisation des risques

Référence réglementaire : Autre du 28/07/2023

Thème(s) : Risques accidentels, Porter à connaissance de modifications de l'activité autorisée

Prescription contrôlée :**Article 10 de l'arrêté du 26 mars 2012, rubrique 2710-2**Localisation des risques.

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques) et la signale sur un panneau conventionnel.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Constats :

L'inspection constate que l'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques).
L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de signaler sur des panneaux conventionnels les risques liés aux stockages de déchets dangereux. Il devra s'assurer de la pérennité des panneaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : PAC : Locaux d'entreposage

Référence réglementaire : Autre du 28/07/2023

Thème(s) : Risques accidentels, Porter à connaissance de modifications de l'activité autorisée

Prescription contrôlée :

Annexe I : Prescriptions générales et faisant l'objet du contrôle périodique applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1

2. Implantation - Aménagement

2.2. Locaux d'entreposage

Les déchets dangereux sont entreposés dans des locaux spécifiques dédiés, abrités des intempéries, à l'exception des huiles, des lampes, des cartouches d'encre, des déchets d'équipements électriques et électroniques et des piles.

Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

[...]

Constats :

Lors de la visite du 12/11/2024, l'inspection constate que les déchets dangereux ne sont pas entreposés dans des locaux spécifiques dédiés et abrités des intempéries.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant d'entreposer les déchets dangereux dans des locaux spécifiques dédiés et abrités des intempéries.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois